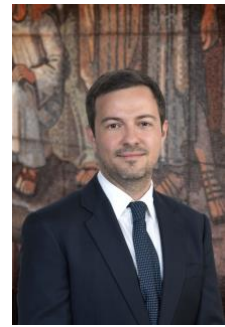


Jean-Noël STOFFEL

Maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille
Centre de droit économique (UR 4224) – Institut de droit des affaires
3 av. Robert Schuman, Espace Cassin
13628 Aix-en-Provence Cedex 1

Courriel : jean-noel.STOFFEL@univ-amu.fr



FONCTIONS ET RESPONSABILITES UNIVERSITAIRES

- 2019 - **Maître de conférences en droit privé, Université Aix-Marseille**
- 2021 – : Assesseur du Doyen à la vie étudiante et au handicap
- 2020 – : Responsable du DU droit de l'économie sociale et solidaire
- 2018-2019 **ATER (temps plein), Université de Montpellier**
- 2016-2018 **Chargé d'enseignements vacataire, Université Aix-Marseille**
- 2015-2016 **ATER (temps plein), Université Aix-Marseille**
- 2012-2015 **Doctorant contractuel en charge d'une mission d'enseignement, Université Aix-Marseille**

ACTIVITES CONNEXES

- 2024 - **Membre de la commission nationale de sélection instituée à l'article 15 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire**
- 2023 - **Examinateur spécialisé au jury du certificat d'aptitude, du certificat préparatoire et de l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes**
- 2020 - **Membre de l'association du Concours francophone d'éloquence RSE**
- 2016-2018 **Représentant des doctorants au Conseil de l'École doctorale n° 67**
- 2012-2022 **Membre de l'Atelier régionale de jurisprudence d'Aix-en-Provence – Analyste Jurisdata**

FORMATION ET DIPLOMES

- 2020 **Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, EDASE**
- 2019 **Qualification aux fonctions de maître de conférences, Section 01 CNU**
- 2018 **Doctorat en droit privé et sciences criminelles, Université Aix-Marseille. Mention très honorable, Félicitations du jury. Proposition pour un prix de thèse et autorisation de publication en l'état.**
Thèse : *Le projet d'acte juridique (Étude de droit privé)* ss. la direction de D. Poracchia (Pr. Univ. Paris I) et I. Grossi (MCF HDR Univ. Aix-Marseille).
Jury : O. Deshayes (Pr. Univ. Paris-Nanterre), P. Mousseron (Pr. Univ. Montpellier – Rapporteur), E. Putman (Pr. Univ. Aix-Marseille) et Th. Revet (Pr. Univ. Paris I – Rapporteur)
Prix de droit des affaires de la Faculté de droit d'Aix-Marseille
- 2012 **Master 2, Droit économique, Univ. Aix-Marseille, Institut de droit des affaires, mention très bien**
(Mémoire : L'action de concert occulte, dir. J. Mestre)
- 2011 **Master 1, Droit des affaires, Univ. Aix-Marseille, mention bien**
- 2007-2010 **Licence en Droit, Univ. Aix-Marseille, mention bien**
- 2006-2007 **Classe préparatoire aux grandes écoles, économique et commerciale, Lycée Dumont d'Urville, Toulon**
- 2006 **Baccalauréat scientifique, Lycée Laetitia Bonaparte, Ajaccio, mention très bien**

ENSEIGNEMENTS

- 2019 - **Maître de conférences, Université Aix-Marseille :**
Enseignements à la Faculté de droit des de science politique d'Aix-Marseille :
- **Cours** : Droit commun des contrats (**L2**), Droit commercial général (**L3 et Capacité 1^{ère} année**) ; Droit

commun des sociétés (**L3**) ; Droit spécial des sociétés (**M1 Droit des affaires**) ; Comptabilité générale et droit comptable (**M1 droit des affaires**) ; Principes d'analyse comptable et financière (**M1 Droit des affaires**).

- **Séminaires** : Les difficultés comptables (**DJCE-ED**) ; Gestion de la trésorerie (**DJCE-ED**) ; Diagnostic financier de l'entreprise (**M2 Droit de la banque et gestion de patrimoine**) ; Les revendications et les restitutions (**M2 ALED**) ; L'entreprise au cœur de l'économie sociale et solidaire (**École d'été franco-québécoise – Droit et pratique de l'entreprise durable ; M2 IGS ; M2 GESE**) ; Approche comptable de la RSE (**M2 GESE**).

Enseignements à l'Université de Haute-Alsace :

- **Séminaire** : L'entreprise au cœur de l'économie sociale et solidaire (**M2 Droit de l'entreprise et Droit social/RH**).

Enseignements à l'INFN d'Aix-en-Provence :

- **Cours et TD** : droit des sûretés (**Licences professionnelles métiers du notariat et comptable taxateur**).

Enseignements à l'INFN de Montpellier :

- **Séminaires** : l'entreprise individuelle, la constitution d'une société, la disparition de la société et les opérations de haut de bilan (**Diplôme supérieur du notariat**).

2018 - 2019 ATER (temps plein), Université de Montpellier :

- **Travaux dirigés** : Droit des contrats (**L2, Cours du Pr. S. Cabrillac et du Pr. F. Violla**) ; Droit de la responsabilité (**L2, Cours du Pr. S. Cabrillac**) ; Droit des sociétés (**L3, Cours du Pr. C. Coupet**) ; Droit des contrats spéciaux (**L3, Cours du Pr. N. Ferrier**) ; Droit bancaire (**M1, Cours du Pr. M.-P. Dumont-Leffrand**).
- **Séminaires** : Droit du divorce (**M2 droit notarial**) ; Droit des contrats (**M2 droit notarial**).

2012 - 2018 Doctorant contractuel, ATER (temps plein), Chargé d'enseignement vacataire, Université Aix-Marseille :

- **Travaux dirigés** : Droit des contrats (**L2, Cours du Pr. D. Bosco**) ; Droit des contrats d'affaires (**M1, Cours de M. V. Perruchot-Triboulet**) ; Droit des sociétés (**L3, Cours de Mme I. Grossi et de M. B. Brignon**) ; Droit des entreprises en difficulté (**M1, Cours de Mme A. Cerati-Gauthier**) ; Droit comptable et comptabilité (**M1, Cours de M. J.-C. Taverni puis de M. G. Grundeler**) ; Analyse comptable et financière (**M1, Cours de M. J.-C. Taverni puis du Pr. D. Velardocchio**).
- **Cours et séminaires** : Analyse comptable et financière (**M2 IGS**) ; Comptabilité et financement des structures de l'économie sociale et solidaire (**DESU ESS**) ; Droit comptable et comptabilité (**DJCE ; M2 Droit et métiers des assurances**).

PUBLICATIONS

OUVRAGES

1. *Le nouveau visage de l'entrepreneur individuel*, ouvrage collectif, PUAM, Droit des affaires, 2023.
2. *L'évaluation du préjudice économique*, avec I. Dusart et J. Gasbaoui, 2^{ème} éd., LexisNexis, coll. Droit et Professionnels, 2021.
3. *Le projet d'acte juridique. Étude de droit privé*, préf. I. Grossi et D. Poracchia, PUAM, coll. Droit des affaires, 2020.

ENCYCLOPÉDIES

1. « Commissaire aux comptes », *Répertoire des sociétés*, Dalloz, à paraître.
2. Fasc. n° 1085 « Commissaires aux comptes », *Jcl commercial*, LexisNexis, à paraître.

ARTICLES

1. « La métamorphose de la théorie de la gouvernance en droit des sociétés », in A. Bachert-Peretti, P. Benezech-Sarron et L. Pignatel (dir.), *Existe-t-il une théorie de la gouvernance ?*, PUAM, à paraître.
2. « Le droit comptable face au défi de la transition écologique et sociale : vers un nouveau paradigme ? », *JCP E*, n° 37, 14 sept. 2023, 1256.
3. « Le statut d'entrepreneur individuel un an après son entrée en vigueur », *JCP E*, n° 20-21, 18 mai 2023, 1156.
4. « Droit comptable, éthique et impact sociétal », *Droit & patr.*, n° 36, 1^{er} juill. 2022.

5. « *Blockchain* et contrôle de gestion opéré par la DNCG : du champ des possibles aux écueils potentiels » (avec J. Gasbaoui), in G. Rabu (dir.), *Sport et droit du numérique*, préf. F. Rizzo, avant-propos A. Lepage, PUAM, 2020, p. 315.
6. « Devoir de minimiser son préjudice de perte d'exploitation – Perspectives de consécutions » (avec J. Gasbaoui), *Lexbase, Hebdo éd. priv.*, n° 632, 23 avr. 2020, N2997BYN.
7. « L'EIRL confronté au droit des entreprises en difficulté » in V. Perruchot-Triboulet et A. Cerati-Gauthier (dir.), préf. C. Saint-Alary-Houin, *Les procédures collectives complexes*, éd. Joly, coll. Pratique des affaires, 2017, p. 87.

NOTES, COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS

1. « Désignation des commissaires aux comptes dans les groupes de petite taille : un nouveau rehaussement des seuils avant un autre ? » et « Désignation des commissaires aux comptes dans les groupes de grande taille : une succession peu habile de textes », *JCP E*, n° 26, 27 juin 2024, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 1196.
2. « Délit d'entrave aux fonctions de commissaire aux comptes : ce qu'il suffit d'établir pour caractériser l'élément intentionnel », note sous Cass. crim., 28 févr. 2024, n° 23-81.826, *JCP E*, n° 24, 13 juin 2024, 1180.
3. « Focus sur les premières décisions relatives au nouveau statut d'entrepreneur individuel » (avec L. Watrin), *GPL* 28 mai 2024, n° GPL462m6.
4. « Application dans le temps de la loi API : un premier arrêt de cassation quant à la prise en compte des dettes professionnelles en matière de surendettement », note sous Cass. 2^e civ., 8 févr. 2024, n° 22-18.080, *JCP E*, n° 21, 23 mai 2024, 1145.
5. « Normes d'exercice professionnel et responsabilité civile professionnelle du commissaire aux comptes », note sous Cass. com., 14 nov. 2023, n° 22-13.374, *JCP E*, n° 15, 11 avril 2024, 1103.
6. « Prescription applicable aux actions en responsabilité civile contre un commissaire à la transformation », note sous Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-12.978, *JCP E*, n° 15, n° 12, 21 mars 2024, 1079.
7. « Infractions comptables multiples et principe *non bis in idem* », obs. sous Cass. crim., 13 avr. 2022, n° 20-83.524, *JCP E*, n° 17-18, 27 avr. 2023, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 1135.
8. « Paiement partiel spontané de la dette d'une filiale : la société mère ne saurait être engagée pour le tout », note sous Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-22.063, *JCP E*, n° 10, 09 mars 2023, 1066.
9. « Panorama sur le nouveau statut d'entrepreneur individuel » (avec D. Poracchia), *BJS* sept. 2022, n° BJS201h9.
10. « Vers l'extinction du statut d'EIRL », *Lexbase Hebdo éd. affaires*, mars 2022, n° 709.
11. « Sanction de la présentation de comptes consolidés infidèles : gare au choix du fondement ! », obs. sous Cass. crim., 17 févr. 2021, n° 20-82.068, *JCP E*, n° 11, 17 mars 2022, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 1101.
12. « Distribution de dividendes et responsabilité pour insuffisance d'actif : provoquer c'est déjà fauter », note sous Cass. com., 8 avr. 2021, n° 19-23.669, *JCP E*, n° 39, 30 sept. 2021, 1425.
13. « La GAP joue, nonobstant l'audit auquel fait procéder le cessionnaire ! », note sous Cass. com., 12 mai 2021, n° 19-14.059 (avec B. Brignon), *BJS* sept. 2021, n° 200h3, p. 4.
14. « Compétence territoriale des tribunaux et action en responsabilité contre un commissaire aux comptes », note sous Cass. com., 10 févr. 2021, n° 18-26.704 (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 31-35, 5 août 2021, 1399.
15. « Réaffirmation de l'exigence d'une action personnelle dans le cadre du délit d'abus de biens sociaux », note sous Cass. crim., 10 mars 2021, n° 20-80.942 (avec J. Gasbaoui), *Lexbase pénal* n°40 du 29 juillet 2021, N8224BYA.
16. « Abus de majorité et rémunération du dirigeant : entre relativisation et risque d'absolutisation de certains des critères de la contrariété à l'intérêt social », note sous Cass. com., 14 oct. 2020, n° 18-24.732 (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 6, 11 févr. 2021, n° 6, 1071.
17. « Abus de majorité et affectation systématique en réserves : la contrariété à l'intérêt social ne suffit pas », note sous Cass. com., 10 juin 2020, n° 18-15.614 (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 3, 21 janv. 2021, n° 3, 1015.
18. « Caractérisation du délit de présentation ou de publication de comptes annuels ne donnant pas une image fidèle au sein d'un groupe », obs. sous Cass. crim., 4 mars 2020, n° 18-86.189, *JCP E*, n° 3, 21 janv. 2021, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », p. 1014.
19. « La force du droit de retrait en matière de société coopérative », note sous Cass. civ. 1^e, 25 mars 2020, n° 18-17.721, *LPA*, 2 déc. 2020, n° 156c5, p. 20.
20. « Rémunération des dirigeants et abus de majorité : quand l'intérêt social coïncide avec l'intérêt commun », note sous Cass. com., 15 janv. 2020, n° 18-11.580 (avec J. Gasbaoui), *LPA*, 12 juin 2020, n° 153u5, p. 13.

21. « Covid-19 : conséquences sur les comptes annuels et consolidés établis selon le référentiel comptable français au 31 décembre 2019 » (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 20, 14 mai 2020, act. 334.
22. « Exception de nullité perpétuelle et convention réglementée octroyant une retraite chapeau », note sous Cass. com., 16 octobre 2019, n° 17-31.638, *JCP E*, n° 7-8, 13 févr. 2020, 19.
23. « Le commissariat aux comptes dans les groupes de sociétés à l'issue de la loi PACTE », *JCP E*, n° 1-2, 9 janv. 2020, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 18.
24. « Devoir de mise en garde et autorisation tacite de découvert », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 6 déc. 2018, n° 2018/442, *JCP G*, n° 7, 18 févr. 2019, 320.
25. « Le cloisonnement patrimonial en pratique : l'EIRL surendetté », note sous Cass. civ. 2^e, 27 sept. 2018, n° 17-22.013, *LPA*, 3 avril 2019, n° 143k7, p. 11
26. « Compétence du bureau de l'assemblée des actionnaires et sanction du franchissement de seuil non déclaré : épilogue de l'affaire *Madag* », note sous Cass. com., 27 juin 2018, n° 15-29.366, *LPA* 30 nov. 2018, n° 140r4, p. 14
27. Chronique annuelle de Droit des entreprises en difficulté (en collab. avec S. Merabet), *Bulletin d'Aix*, 2015-3, pp. 53 et s.
28. « Nullité d'un prêt professionnel pour insanité d'esprit », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 26 juin 2014, *Bulletin d'Aix*, 2015-1, pp. 139 et s.
29. « Absence de comptabilité et révocation judiciaire du gérant d'une SCI de gestion », note sous Cass. com., 4 nov. 2014, *Bulletin d'Aix*, 2015-2, pp. 81 et s.
30. Chronique annuelle de Droit des entreprises en difficulté (en collab. avec S. Merabet et L. Watrin) *Bulletin d'Aix*, 2014-3, pp. 187 et s.
31. « Transaction conclue par certains cofidélus : effets à l'égard de la caution tierce », obs. sous Cass. Com., 1er octobre 2013, *Bulletin d'Aix*, 2014-2, pp. 121 et s.
32. « Prorogation du contrat principal et durée du cautionnement », obs. sous Cass. Com., 9 avril 2013, *Bulletin d'Aix*, 2014-1, pp. 33 et s.
33. « Paiement de la dette et recours en contribution », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 10 janvier 2013, *Bulletin d'Aix*, 2013-4, pp. 100 et s.
34. « Sort du cautionnement en cas de fusion-absorption du créancier », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 4 juillet 2013, *Bulletin d'Aix*, 2013-4, pp. 95 et s.
35. « Quand responsabilité pour insuffisance d'actif rime avec faute comptable de gestion », note sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 21 mars 2013, *Bulletin d'Aix*, 2013-3, pp. 131 et s.
36. « Chèque et signature non conforme : lorsque la banque tirée crée une apparence de régularité envers le bénéficiaire », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 12 avril 2012, *Bulletin d'Aix*, 2013-2, pp. 99 et s.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

ORGANISATION

- 2 déc. 2022** Colloque « Professionnels du chiffre : nouveaux défis et nouveaux risques » (organisé avec N. Davoult et J. Gasbaoui). *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 7 oct. 2022** Colloque « Le nouveau visage de l'entrepreneur individuel ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 19 mars 2021** Conférence de David Hiez, « Le droit coopératif, une source d'inspiration pour un droit des affaires d'après ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.

INTERVENTIONS

- 13-14 déc. 2023** Colloque « Existe-t-il une théorie de la gouvernance ? », Intervention sur la gouvernance en droit de l'entreprise. *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.

- 24 févr. 2022** Colloque « Handicap et droit ». Intervention sur « Aménagements pour les étudiants : comment rendre possible la réussite pour les personnes en situation de handicap ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 21 févr. 2022** Table ronde « Les patrimoines de l'entrepreneur individuel : statut exceptionnel ou changement de paradigme ? ». Intervention sur « Le critère d'utilité professionnelle ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 2 déc. 2022** Colloque « Professionnels du chiffre : nouveaux défis et nouveaux risques ». Intervention sur « L'expert-comptable et le verdissement des comptes : vers un changement de paradigme ? ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 11 juill. 2019** Colloque « Loi PACTE : les principales mesures en droit des affaires ». Intervention sur « Les nouvelles dispositions en droit commercial ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 13 mai 2014** Colloque « Thèmes d'avenir » organisé par les doctorants du Centre de droit économique (UR 4224). Intervention sur « Le projet en droit ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*

FORMATIONS PROFESSIONNELLES

- 10 juin 2024** *Le patrimoine de l'entrepreneur individuel* : Formation continue des avocats, EDASE
- 11 mars 2024** *Le traitement des difficultés de l'entrepreneur individuel* : Formation continue des magistrats et juges consulaires du ressort de la cour d'appel d'Aix-en-Provence